

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4281 - Mercredi 28 Décembre 2022 - Prix : 200 Fc

PROJET DE LOI SUR LE CODE ÉLECTORAL :

Adopté sans surprise par l'Assemblée



Adoption du nouveau code électoral par les députés.

Après un long débat sur la question de l'amendement porté par le gouvernement s'agissant de l'élection des conseillers communaux, notamment sur la voix consultative des chefs de villages et de quartiers à l'élection des maires, le projet de loi portant code électoral a été, sans surprise, adopté par l'assemblée nationale.

Trois mois. C'est le temps qui a été accordé à la commission sur le projet de loi relatif au code électoral. Hier mardi 27 décembre, dans la matinée, le projet

est passé en séance plénière à l'Assemblée. Ce projet de loi définit les règles et les modalités des élections à des mandats publics électifs, au referendum ainsi qu'à l'exercice des droits de votes en Union des Comores. L'idée de reformer cette loi repose sur une suite logique pour répondre aux exigences, aux conclusions et aux recommandations des assises nationales de février 2018, et du dialogue national conformément aux dispositions de la nouvelle constitution révisée par referendum en juillet 2018.

LIRE SUITE PAGE 3

Prières aux heures officielles Du 26 au 31 Décembre 2022

Lever du soleil:

05h 42mn

Coucher du soleil:

18h 32mn

Fadjr : 04h 30mn

Dhouhr : 12h 11mn

Ansr : 15h 47mn

Maghrib: 18h 35mn

Incha: 19h 49mn



AGID :

Une trentaine d'administrateurs fiscaux outillés sur les normes OHADA

La formation sur le « droit, procédures et normes comptables OHADA », organisée par l'Agid et le Pnud, a baissé le rideau le 26 décembre à Moroni. 31 agents de l'Agid sont outillés sur les techniques fondamentales de contrôle des états financiers et sont capables de les appliquer quotidiennement dans l'exercice de leur fonction.

Au total 31 agents de l'Agid (Administration générale des impôts et domaines) ont été formés sur le « droit, procédures et normes comptables OHADA ». Organisée par le PNUD et l'Agid, cette formation de deux semaines (du 08 au 24 décembre) avait pour but de renforcer les capacités des agents du fisc en techniques fondamentales de contrôle des états financiers mais aussi de les appliquer quotidiennement dans l'exercice de leur fonction. Présent à cet événement, le ministre des finances Mze Aboubou Chanfiou a rappelé que le chef de l'Etat a inscrit le renforcement des capacités et la performance, au cœur de son action. Il est convaincu que pour atteindre l'é-

mergence en 2030, il nous faut un personnel administratif compétent.

« C'est pourquoi je sollicite du Projet RCEF-ODD/PNUD que cette même formation dispensée en faveur des agents de l'AGID de la Grande-Comore, soit également organisée l'année prochaine, notamment en 2023, à Anjouan et à Mohéli, afin que tout le personnel de cette même administration au niveau du territoire national puisse bénéficier des mêmes avantages », suggère-t-il. Cette formation se veut une complémentarité à celle qui a été organisée en janvier 2020, les agents bénéficiaires auront désormais la capacité de vérifier en bonne et due forme, les états financiers qui seront envoyés par les contribuables, en veillant sur les normes OHADA et éventuellement, en les corrigeant, si nécessaire. « D'ailleurs, l'AGID exige depuis l'année dernière, suite à la première session de 2020, que les états financiers soient strictement déposés le 30 avril de chaque année, au lieu du 30 mars, conformément aux normes de cette organisation panafricaine interétatique, afin d'harmoniser le droit des affaires en Afrique, dont



notre pays est membre », a-t-il précisé.

De son côté, le directeur de l'Agid Hamadi Mohamed Sohir ose espérer que les bénéficiaires ont assimilé l'essentiel des modules dispensés, leur permettant de valoriser leurs performances dans leur travail au quotidien. « Je voudrais sai-

sir cette occasion pour vous rappeler que trente et un de nos agents viennent d'être formés, en plus de trente-cinq autres bénéficiaires de la première session qui a eu lieu en janvier 2020. De ce fait, nous disposons désormais, de soixante-six membres de notre personnel, capables de contrôler et de vérifier les états

financiers qui vont être déposés par nos contribuables au plus tard le 30 avril de chaque année, en conformité aux normes OHADA », renchérit-il. Quant au formateur, il estime que les bénéficiaires ont les capacités et sauront surmonter toutes les difficultés.

Andjouza Abouheir

SANTÉ PUBLIQUE

Le district de Fomboni manque d'un plateau technique et d'un personnel qualifié

Une assemblée générale des districts de santé de Mohéli a eu lieu le mercredi dernier à Fomboni. Organisée par la DRS (direction régionale de la santé) avec l'appui financier du Projet COMPASS, tous les facteurs à l'origine du ou des problèmes au niveau de chaque district sanitaire de l'île ont été identifiés en vue de trouver des solutions.

Le maire de la commune de Msoutruni, celui de Mwambassa et Mwambao, les chefs de villages, les agents de santé communautaires, les chefs des districts sanitaires, les mères et pères leaders des districts se sont réunis dans une assemblée générale de la santé organisée par la DRS à travers le projet COMPASS. Il s'agit

pour chaque district de santé, à partir d'un ou plusieurs problèmes identifiés, chercher de façon systématique toutes les causes ou facteurs à l'origine ces problèmes, et à sélectionner ceux sur lesquels il est possible d'agir.

Docteur Kadafi Ahamadi médecin chef du centre médico-urbain (CMU) et du district de Fomboni a notamment cité les activités réalisées dans le district de santé de Fomboni, les aides et soutiens apportés aux structures, les difficultés rencontrées ainsi que les conditions permettant d'améliorer la qualité des soins des patients. « En moyenne par mois le district de Fomboni enregistre 75 consultations prénatales, 70 planifications familiales. Environ 600 enfants reçus pour différentes vaccinations

et 463 consultations » précise-t-il.

Et de souligner que le district de Fomboni doit être exemplaire en matière de santé de qualité. « La majorité des mohéliens fréquentent le CMU pour leurs besoins en matière de santé. Il est donc impératif que le district de Fomboni soit équipé en plateau technique et doté d'un personnel qualifié pour pouvoir répondre aux besoins des


patients » plaide ce médecin chef. L'insuffisance des locaux, le manque de personnel qualifié, le problème d'énergie au poste de santé de Miringoni et des difficultés sur les évacuations liées à un manque de carburant dans ce poste de santé, l'absence d'un service de laboratoire, le manque d'un tensiomètre et thermomètre dans les structures, l'absence de salles d'ac-

couchement, la rupture de TPI dans toutes les structures pour les femmes enceintes en consultation prénatale, ont été soulevés. Quelques recommandations sont faites pour améliorer la situation. Dans l'espoir de trouver des réponses concrètes et rapides.


Riwad



Les districts sanitaires de Mohéli en assemblée.



AVIS DE RECRUTEMENT



Le PNUD Comores recrute un (e) **Responsable Technique Insulaire** du projet « **Mise en œuvre d'un développement durable à faible teneur en produits chimiques et non chimiques dans les PIED- dans les îles de l'océan -Indien** », NPSA 9 à Mohéli

Date de début de Publication : 23 décembre 2022

Date limite dépôt des candidatures : 10 janvier 2023

Remarques :

- Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.
- Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.
- Le PNUD ne tolère pas l'exploitation et les abus sexuels, aucun type de harcèlement.
- Tous les candidats sélectionnés seront donc soumis à des vérifications rigoureuses des références et des antécédents.
- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.

* Postede Responsable Technique Insulaire du projet « Mise en œuvre d'un développement durable à faible teneur en produits chimiques et non chimiques dans les PIED- dans les Îles de l'océan -Indien », NPSA 9

*https://estm.fa.em2.oraclecloud.com/hcmUI/CandidateExperience/fr/sites/CX_1/job/7673/?utm_medium=jobshare

PROJET DE LOI SUR LE CODE ÉLECTORAL :

Adopté sans surprise par l'Assemblée

Suite de la page 1

C'est dans un climat plutôt détendu que les votes se sont déroulés. Durant la séance, un débat d'une heure a retenu l'audience sur l'amendement porté par le gouvernement s'agissant de l'élection des conseillers communaux, notamment sur la voix délibérative ou consultative des chefs de villages et de quartiers à l'élection des maires. Mais également sur les finance-

ments de la campagne électorale des partis et groupement politiques, le plafonnement de dépense de campagne électorale et la question de la diaspora sous tapis.

Un sujet plutôt intéressant qui aurait du être étudié durant les trois séances de travail. Le ministre de l'intérieur, Fakridine Mahamoud Mradabi a réussi à mettre tout le monde d'accord sur la position du gouvernement. « Nous avons

demandé que les chefs du village et du quartier aient une voix consultative, cette question est très importante, nous avons assisté à une ambiguïté dans les communes et nous ne voulons pas que cela se reproduise. Car tout compte fait, les conseillers sont votés et les chefs sont par ailleurs désignés. Nous voulons que les choses soient inclusives. D'où cette idée », a-t-il plaidé.

Suite à son argumentaire plutôt

convaincant, le code électoral a été voté avec amendement par une majorité écrasante. Seul un député s'est abstenu. Notons que ce projet de loi regroupe vingt-sept chapitres. Il intègre la mode d'élection au suffrage universel direct pour l'élection du président de l'union et celle des députés, définit les missions et les devoirs des autorités, institutions et structures impliquées dans le processus électoral à savoir traduction des nouveaux droits électo-

raux inscrits dans la nouvelle constitution et rendre lisible et cohérent le cadre légal électoral et en supprimant les parties non conformes à la loi fondamentale. Rappelons que le parlement issu des législatives de 2020 est dominé par les députés de la mouvance présidentielle (CRC et Parti Orange), puisque l'opposition avait refusé d'y participer.

Andjouza Abouheir

SOCIÉTÉ :

La place de France fait peau neuve avec la fondation MH

Ce lundi 26 décembre a eu lieu la pose de la première pierre des travaux d'aménagement de la Place de France à Moroni. Ces travaux qui vont durer six mois est une initiative de la Fondation Mohamed Hazi avec le soutien financier d'Exim Bank Comores et d'autres partenaires.

Cela permettra d'avoir la fluidité, l'embellissement et surtout créer un espace accueillant pour les automobiles et les piétons avec un jardin. La cérémonie de la pose de la première pierre a vu la participation du ministre de l'aménagement du territoire et des notables de la capitale. Après la réhabilitation d'écoles publiques, la fondation Mohamed Hazi (Fondation MH) continue ses activités de développement social. Cette fois-ci, c'est sur la place de France qu'elle a jeté son dévolu. Une place populaire car c'est elle qui abrite les principales banques du pays. La fondation MH décide d'embellir cet espace. Les travaux d'aménagement sont financés à hauteur de 16 millions de francs comoriens par Exim Bank et la société IFC, administrateur associé de la fondation MH. Les résultats attendus sont multiples : la fluidité, l'embellissement et surtout créer un espace accueillant pour les automobiles et

les piétons avec un jardin.

« Les travaux d'embellissement de la place de France vont s'étaler sur une période de six mois et seront rendus lors des cérémonies de la Fête Nationale du 6 juillet 2023. Ces travaux comprennent : le curage complet de la canalisation d'évacuation des eaux pluviales en béton qui longe le mur d'enceinte de la BDC, la création d'un jardin suspendu se situant entre Exim Bank et la BFC, et la réfection en collaboration avec l'ambassade de France de l'espace mémoriel en hommage aux combattants comoriens morts durant la première Guerre mondiale », indique Djaouharia Housseini, directrice des opérations de la fondation MH.

Les travaux concernent aussi la réfection des escaliers en pierre de taille se situant entre la BFC et la BCC, menant à la caserne de la Gendarmerie nationale. La plantation de 20 cocotiers sur tout le pourtour de la place de France. L'installation de bancs publics en béton sur l'ensemble de la place de France. Le toilettage et la peinture des façades des banques de la place de France en collaboration avec les différentes institutions financières.

Pour les bailleurs, à savoir Exim Bank et IFC, deux entités qui se définissent comme des entreprises citoyennes, il est important de mani-



Lancement des travaux d'aménagement de la Place des banques

fester leurs engagements tant auprès de la population que des autorités publiques, en apportant une modeste contribution à l'embellissement de la capitale des Comores.

« Tous les matins quand je viens au boulot et quand je quitte, je demande ce qu'on peut faire pour aménager cet endroit. En m'inspirant de mon pays, où chaque weekend on fait une journée propre.

Donc, je me demandais avec qui on pouvait travailler pour réhabiliter ce bel espace. En effet, j'ai eu une rencontre avec la fondation MH sur ce sujet. J'ai apprécié l'idée, je me suis montré prêt à les accompagner. Nous y voilà pour la pose de la première pierre des travaux de réhabilitation », a déclaré à son tour Guy Rwaburindi, directeur d'Exim Bank.

De son côté, le ministre de l'a-

ménagement du territoire, Affretan Issouf a salué l'initiative. Il s'est montré ouvert pour accompagner davantage la fondation dans ses œuvres qui visent le développement du pays. Tout en précisant que c'est dans ce genre de bonnes actions que le pays va se développer.

Nassuf Ben Amad

ANACM : FORUM SUR LA MOUSSON INDIENNE

Risque de démarrage tardif de la saison de pluie

La période de sécheresse risque de se prolonger jusqu'au mois de janvier au moins. Les Comores à l'instar des pays de l'Océan indien font face à une baisse sensible des précipitations et une hausse de température qui seraient les conséquences des paramètres climatiques globaux en deca de la moyenne. La saison de pluie risque donc de démarrer tardivement. C'est ce que prévoient, les prévisionnistes de l'ANACM (Agence nationale de météorologie) en forum sur la prévision saisonnière.

La sécheresse a des beaux jours devant elle, si l'on tient compte des prévisions de l'ANACM. D'après Abdoulwakil Said Ridhoine prévisionniste à l'Agence nationale de l'aviation civile et de la météorologie l'évolution climatique n'est guère reluisante pour le pays. A l'en croire l'analyse qui ressort des trois types de scénario possibles présage une diminution sensible de la température. Le pays devrait donc se retrouver dans des conditions plus sèches que la normale. « Une tendance à la hausse

qui est partie pour durer, si rien ne fait pour réduire le gaz à effet de serre », alerte ce jeune prévisionniste.

Même son de cloche pour Habiba Abdallah chargé de la base des données et point focal de la précision saisonnière du climat au niveau de l'Océan indien, pour qui le prolongement de la saison sèche est la conséquence de la combinaison de deux phénomènes : une température à la surface de l'océan pacifique équatoriale inférieure à la normale ajouté au niveau de la région Océan

indien d'une phase négative du dipôle. « La combinaison de ces phénomènes conduisent à renforcer la sécheresse dans le pays voir dans la région indianocéanique et un risque de démarrage tardive de la saison des pluies », a-t-elle indiqué.

Pour rappel, l'ANACM a tenu hier mardi un forum sur la Mousson Indienne. Un « premier du genre, car il marque le début d'une série de trois forums nationaux programmés pour 2022 et 2030 », a déclaré Mchami Ibrahim directeur général adjoint de l'ANACM à l'ouverture

du Forum. « A partir de ce forum, l'ANACM, à travers la direction technique de la météorologie et les institutions partenaires, travailleront en étroite collaboration pour fournir une plateforme pour la coordination inter-agences des politiques et des programmes devant traiter les impacts potentiels des aléas liés au climat sur une base de données saisonnières », a-t-il ajouté.

Maoulida Mbaé



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

TERMES DE REFERENCE

POUR LE RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN PASSATION DES MARCHES DE L'UNITE DE COORDINATION DU PROJET (UCP) D'ACCES A L'ENERGY SOLAIRE AUX COMORES AU NIVEAU DU MINISTERE CHARGE DE L'ENERGIE DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour unité de coordination de projet, un Consultant spécialiste en Passation des marchés.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références en envoyant une demande à l'adresse mail suivants : najdas@yahoo.com Cc : ministerenergie0921@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 22 décembre 2022

Date limite de dépôt des candidatures : 12 janvier 2023 à 12h30mn

1. PROFIL REQUIS

Le Spécialiste en Passation de Marchés de l'UCP devra :

(a) Avoir un diplôme supérieur en Ingénierie, Administration, Passation des marchés, Droit, Finances, Commerce, Gestion, Économie ou domaines connexes (minimum Bac + 3);

(b) Disposer d'une excellente connaissance de la passation des marchés en général, et des procédures de passation des marchés des Banques multilatérales de développement : Banque mondiale (BM) ou des institutions

internationales comme la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union Européenne, les organisations des Nations Unies, etc. ;

(c) Disposer d'une expérience professionnelle de cinq (5) ans minimum dont trois (3) ans au moins à un poste de passation des marchés dans le secteur public ou privé L'expérience dans un projet sur financement d'un Bailleur de fonds extérieur notamment des Banques multilatérales, en particulier de la Banque mondiale est un atout ;

(d) Avoir une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la passation des marchés;

(e) Avoir une maîtrise du français, la connaissance de l'anglais est souhaitée ;

(f) Avoir une maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point) ;

(g) Avoir une bonne aptitude pour la communication et le travail en équipe.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Personnalité :

- Avoir le sens de l'initiative et capacité de travailler en équipe avec un minimum de supervision,

- Le sens de la rigueur et de l'organisation ;

- Etre honnête et intègre ;

- Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe.

Atouts :

- Expériences dans les projets financés par les partenaires techniques et financiers multi et bilatéraux (BM, BAD, UE, AFD, BID, etc).

2. LIVRABLES ET PERIODICITE

Rapports mensuel, trimestriel et semestriel sur les réalisations significatives. Les candidatures féminines remplissant les conditions sont vivement encouragées.

3. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Durée du contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

4. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à madame la Secrétaire Générale du Ministère de l'Energie de l'Eau et des Hydrocarbures

- Un curriculum-vitae actualisé;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

1. CONDITIONS D'EMPLOI

• Le Spécialiste en Passation des Marchés de l'UCP sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;

• C'est un poste individuel à temps plein ;

• Le Spécialiste en Passation des Marchés de l'UCP est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

TERMES DE REFERENCE

POUR LE RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIERE DE L'UNITE DE COORDINATION DU PROJET (UCP) D'ACCES A L'ENERGY SOLAIRE AUX COMORES AU NIVEAU DU MINISTERE CHARGE DE L'ENERGIE DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour **unité de coordination de projet, responsable administratif et financier** ;

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références en envoyant une demande à l'adresse mail suivants : najdas@yahoo.com Cc : ministerenergie0921@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Adresse : Ministère de l'Energie de l'Eau et des Hydrocarbures, Mdé Ex-CEFADER Immeuble de la Direction de l'Environnement et des Forêt

Date de publication : 22 décembre 2022

Date limite de dépôt des candidatures : 12 janvier 2023 à 12h30mn

1. PROFIL REQUIS

Cette mission nécessite un Consultant individuel répondant au profil ci-après :

• Titulaire d'un diplôme de MASTER 2 en finances et comptabilité
• Au minimum cinq (5) ans d'expériences

professionnelles réussies et récentes dans un poste similaire ;

• Expériences d'au moins 2 ans dans les projets financés par les Bailleurs de fonds ;

• Maîtrise du système OHADA

• Maîtrise des outils informatiques (Office Windows), logiciel de comptabilité ;

• Bonne capacité d'organisation et de leadership ;

• Prêt à effectuer des déplacements fréquents ;

• Avoir une maîtrise de la langue française (orale et écrite), qui est la langue officielle de travail ;

• Etre honnête et intègre

• La connaissance de l'anglais est un atout

Le français sera la langue de référence pour la réalisation de l'ensemble des activités prévues dans le cadre de cette mission.

Les candidatures féminines remplissant les conditions énoncées sont vivement encouragées.

Personnalité :

- Avoir le sens de l'initiative et capacité de travailler en équipe avec un minimum de supervision,

- Le sens de la rigueur et d'organisation ;

- Etre honnête et intègre ;

- Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe.

Atouts :

- Expériences dans les projets financés par les partenaires techniques et financiers multi et bilatéraux (BM, BAD, UE, AFD, BID, etc).

2. LIVRABLES ET PERIODICITE

Rapports mensuel, trimestriel et semestriel sur les réalisations significatives.

3. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Durée du contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

4. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à madame la Secrétaire Générale du Ministère de l'Energie de l'Eau et des Hydrocarbures

- Un curriculum-vitae actualisé;

- Des copies certifiées conformes à l'original

des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

5. CONDITIONS D'EMPLOI

• Le Responsable Administratif et Financier de l'UCP sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;

• C'est un poste individuel à temps plein ;

• Le RAF de l'UCP est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.

SOCIÉTÉ

La gendarmerie à la rescousse du collège public de Fomboni

Les responsables du collège rural de Fomboni ont lancé un SOS à toutes les bonnes volontés pour que cet établissement scolaire ait enfin une clôture. Chacun apporte sa contribution mais la gendarmerie nationale est la première institution à répondre présent.



Les gendarmes à la rescousse du collège de Fomboni.

Pour assurer la sécurité des élèves du collège public de Fomboni et les protéger contre les accidents routiers, les responsables ont lancé un SOS. Ils ont sillonné les grandes mosquées de vendredi et les différentes structures étatiques et sociales de l'île pour demander de l'aide permettant de clôturer pour la première fois ce collège rural où plusieurs cadres de Mohéli ont passé une partie de leur

scolarité.

L'escadron de Bonovo fait partie des premiers bénévoles à répondre présent à cet appel. Mercredi 21 décembre, ces hommes en treillis de la gendarmerie nationale étaient

nombreux dans cet établissement pour creuser la fondation de la clôture. Ils ont également apporté leur soutien financier et matériel. Un geste apprécié par les responsables du collège qui appellent les autres

institutions de l'île à leur prêter main forte afin de redorer l'image de cet établissement construit en 1977 sous le régime révolutionnaire d'Ali Soilihi.

« Cette clôture va mettre fin aux vols et animaux en divagation en milieu scolaire, mais également sécuriser les élèves contre toute sorte de danger venant de l'extérieur » se réjouit un professeur de l'école. « Depuis longtemps nous avons toujours eu l'idée de clôturer l'établissement. Mais comme nous ne disposons pas de moyens suffisants, nous n'avons pas pu le faire » regrette Abdou Madi Mari, le directeur du collège avant de préciser : « la gendarmerie nationale est la première institution à se joindre à l'initiative. Nous reconnaissons leurs efforts qu'ils n'ont jamais cessé de

déployer pour la sécurisation des enfants ».

Le chef d'escadron a saisi cette opportunité pour rappeler à la population le rôle de l'armée nationale. « En dehors de nos missions de maintien de l'ordre, nous avons aussi le devoir d'accompagner tous ceux qui œuvrent pour le développement » explique Abdallah Ibrahim commandant de compagnie. « Cette année nous avons renforcé notre effectif autour des établissements scolaires publics et privés pour veiller à la sécurisation des élèves. On a discuté avec les responsables des écoles sur l'importance de mettre des panneaux de signalisation » ajoute le Lieutenant Abdoul-karim Ismaël, adjoint au commandant de compagnie.

Riwad

Samedi dernier, le directeur régional de l'OREC, Nadhufoudine Youssouf était à Bandrani pour sensibiliser les chefs d'établissement sur le nouveau système d'inscription en ligne des candidats. Après avoir effectué le tour d'Anjouan pour la même sensibilisation, les directeurs présents à Bandrani, parlent d'une tâche facilitée.

EXAMENS DE FIN D'ANNÉE

L'OREC d'Anjouan vulgarise le nouveau système d'inscriptions en ligne

Une tournée de sensibilisation sur le nouveau système d'inscription aux examens et concours s'est poursuivie dans l'île d'Anjouan pour faciliter la tâche aux candidats. Le directeur de l'OREC (Office régional des examens), Nadhufoudine Youssouf était à Bandrani samedi dernier pour un atelier de sensibilisation au profit des directeurs d'établissements. Le chef de l'OREC, précise l'objectif de cette tournée en soulignant que « le constat de l'année

dernière a interpellé tout un chacun. Cette initiative est pour faciliter la tâche aux responsables des établissements sur le dépôt des candidatures en ligne ».

Le patron des examens et concours ajoute par ailleurs que « par rapport aux difficultés rencontrées par les élèves l'année passée, nous avons jugé très nécessaire de faire cette tournée de sensibilisation, dans plusieurs coins de l'île. » Il insiste sur la facilité de la procédure, tout en soulignant les changements apportés pour cette année. L'inscription en ligne est très facile et permet à tout le monde de s'inscrire ou inscrire les candidats en

temps réel et avant le délai limite.

Une formation bien adaptée, et dont les chefs d'établissements bénéficiaires semblent apprécier l'utilité des inscriptions des élèves aux examens et concours. « Nous avons compris le processus et la méthode de ce nouveau système. Nous allons l'appliquer pour faciliter la tâche aux candidats » dit le directeur de l'école primaire de Bandrani ya Mtsangani, Nassur Adou. Il est vrai que la numérisation du fichier des inscriptions offre un gain de temps réel aux élèves, et leur évite les longues files d'attente.

Nabil Jaffar



Directeur OREC Anjouan.

Le Panafricanisme à la sauce sportive

En parcourant le net, nuance, en surfant sur la toile je suis tombé sur un article de nos confrères Nigériens du Journal le Sahel consacré à la nomination d'un ancien International nigérien de football au poste d'Ambassadeur du Parlement Panafricain.

Idrissa Issoufou plus connu sous le surnom de Dennis est ancien joueur professionnel qui a porté la tunique du Mena (équipe nationale du Niger) à des nombreuses reprises. « Le Parlement Panafricain a procédé cette semaine à la nomination d'un Ambassadeur au nom de l'institution, Mr Issoufou est un ancien joueur de l'équipe nationale

de football du Niger, le Mena ». On a pu lire dans ce papier signé du journaliste nigérien Ali Maman. Pour rappel, le Parlement Panafricain est l'organe consultatif de l'Union Africaine.

Lancé en 2004, le parlement africain siège à Midrand dans la province du Gauteng. C'est l'Afrique du Sud pays hôte qui en assure le budget de fonctionnement. Les décisions du parlement sont prises en plénière. « C'est le principal organe décisionnel qui adopte les résolutions. » La plénière est composée des représentants des États membres et est présidé par le président du parlement » comme écrit dans le règlement intérieur de l'institution. « Comme tout parlement, il abrite en son sein des commissions permanentes (30 membres chacune et une commission ad hoc. En tout le PAP est constitué de 10 commissions permanentes et une commission ad hoc. Pour faire la promotion du parlement, le président peut nommer des ambassadeurs afin qu'ils relayent le message de l'institution auprès des populations. Ces

derniers peuvent être des gens issus du monde politique comme ils peuvent venir du monde de la culture et du sport. « Compte tenu de votre expérience et de votre influence dans l'industrie du football, le Parlement Panafricain se réjouit de travailler avec vous pour contribuer au développement du sport sur le continent ainsi que pour améliorer la visibilité de l'institution à travers le sport » pouvait-on lire dans la lettre de nomination.

En effet, le nouvel Ambassadeur du PAP est connu dans le milieu comme celui qui chuchote aux oreilles des puissants. Conseillers du président Artur de Almeida de la COSAFA, il fut de ceux qui ont œuvré en coulisses pour l'élection de Patrice Motsepe à la tête de la Confédération Africaine de Football. Son entourage ne l'empêche pas pour autant de s'impliquer dans le football de son pays, depuis 2019 Issoufou préside aux destinées du plus grand club du pays, le Sahel Sporting Club. Son implication dans le domaine du football ne s'arrête pas là, en février dernier, il a

lancé le premier magazine de dimension panafricaine (54Foot) pour faire la promotion du football africain à travers les six zones qui composent la CAF. Sitôt après avoir reçu de la main du Chairman Fortune Charumbira sa lettre de nomination, l'intéressé s'est dit honorer par ce nouveau challenge. « C'est un nouveau challenge que je compte aborder avec toute la détermination qui me caractérise. La vision panafricaine s'impose à nous tous pour que vive les 54 pays de notre cher Afrique que nous partageons » et le président du PAP de renchérir sur le rôle que joue le sport aujourd'hui sur le continent : « nous croyons fermement que le sport joue un rôle fédérateur central non seulement au sein des États membres mais, aussi à travers le continent. » Le nouvel Ambassadeur aura comme priorité d'aider l'institution à cultiver l'esprit de solidarité et l'intégration continentale à travers le sport dans son expression le plus large.

ASB



Idrissa Issoufou



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement

MINISTRE DES TRANSPORTS MARITIME ET AERIEN

PROJET CONNECTIVITE INTER-ILES DES COMORES

AVIS DE DEMANDE DE COTATION OUVERTE

Pays : Union des Comores

Nom du Projet : Projet Connectivité Inter Îles des Comores (PICMC)

Numéro de Don : E 0190-KM

Intitulé du Marché : DC N°01/12/22/MTMA/PICMC/VEHICULE

Date de l'avis : 20/12/2022

« Demande de Cotation pour l'acquisition et la livraison d'un véhicule Pick up pour le Projet Connectivite Inter Iles des Comores (PICMC) »

1. L'Union des Comores a reçu un financement de la Banque Mondiale pour financer les activités du Projet Connectivité Inter Îles des Comores (PICMC) et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce financement pour l'acquisition et la livraison d'un véhicule Pick up pour l'Unité de Gestion du Projet.

2. Le Projet Connectivité Îles des Comores, représenté par l'Unité de Gestion du Projet sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour l'acquisition et la livraison d'un véhicule Pick up pour l'Unité de Gestion du Projet.

3. La procédure sera conduite par mise en concurrence nationale en recourant à une demande de cotation telle que définie dans le « Règlement applicable aux Emprunteurs – Passation des Marchés dans le cadre de Financement de Projets d'Investissement de la Banque Mondiale du quatrième édition Novembre 2020 (« **le Règlement de passation des marchés** »), et ouverte à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans les Règles de passation des marchés.

4. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir des informations ou demander le dossier de demande de cotation, en précisant le numéro et l'objet de la demande de cotation, aux heures de travail du projet du Lundi au Vendredi de 08 heures à 16 heures ou par email à : connectivitecomoros@gmail.com copie à

coordi.connectivitecomoros@gmail.com et rpm.connectivitecomors@gmail.com.

5. Les offres devront être remises sous pli fermé, avec la mention **DC N°01/12/22/MTMA/PICMC/VEHICULE**, adressées à Monsieur le Coordinateur du Projet à l'adresse ci-dessous au plus tard, **le 03 janvier 2023 à 14 heures 30 min (heure locale)**. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée. Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaiteront être présents, **le mardi 03 janvier à 14 heures 35 min – heure locale** au Bureau du Projet PICMC

6. Une garantie d'offre est requise dans le cadre de cette demande de cotation. Le montant de la garantie d'offre est de dix (10%) pourcent du montant de l'offre et peut être fournie sous l'une des formes suivantes :

- Chèque de banque certifié libellé au nom de Projet Connectivité Inter Îles des Comores
- Cauton bancaire

7. L'adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est : Projet Connectivité Inter-Îles des Comores (PICMC) Union des Comores – Moroni Coulée de lave - Route Garage MARIKAO – tél : +269 733 21 63 – Email : connectivitecomoros@gmail.com.